

# LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET LA SITUATION SOCIALE...

Il y a en France 3 millions d'étrangers soit sensiblement 6% de la population. Presque tous sont des *travailleurs* (\*) et il est par conséquent très important d'envisager les conséquences d'un ralentissement de l'activité économique.

L'émigration est spontanée ou provoquée. Le comportement des travailleurs émigrés est différent dans les 2 cas. Il est bien naturel que les jeunes Portugais souvent insoumis ou déserteurs (le Service militaire de 4 ans) cherchent à s'assimiler sur place, le retour au pays les exposant à de mauvaises rencontres.

On trouve énormément de travailleurs étrangers dans les branches inadaptées au progrès technique (ex: le bâtiment, les petites carrières de matériaux, l'agriculture). Leur présence permet au patronat de freiner l'élévation des rémunérations sans avoir à moderniser et à investir dans l'équipement.

Lorsque les travailleurs émigrants ont été recrutés dans leur pays c'est souvent par parrainage. Les émigrés déjà sur place recommandent leurs parents et le cousinage va loin. Certains groupes refusent l'intégration, l'assimilation peut-être par manque d'aptitude à l'adaptation.

Les causes en sont diverses. Si la famille est sur place, le milieu patriarcal ou religieux joue à plein. Des "ghettos" se forment spontanément autour des taudis.

Le handicap de la langue (1 million d'illettrés, soit le tiers) accentue les servitudes de l'exploitation capitaliste. Imaginons qu'il doit être vexant de se faire engueuler sans savoir pourquoi. Difficile de se faire comprendre, difficile de saisir les ordres et les consignes, difficile de se soigner. Douze pour cent sont atteints de tuberculose et dans certains établissements de soins, le pourcentage des immigrés dépasse 30 et 35%.

Si les travailleurs immigrés cotisent à 100 % à la Sécurité Sociale, leurs prestations sont moindres. Combien percevront leur retraite vieillesse? Les allocations familiales sont versées à la famille restée au pays d'origine, suivant le taux en vigueur sur place, toujours moindre. La différence est affectée au *Fonds d'Aide Sociale des travailleurs immigrés* qui dispose ainsi de sommes considérables, théoriquement destinées à équiper des Centres-Foyers pour les travailleurs Innigrés.

La main-d'oeuvre immigrée est considérée comme coûtant de 20 à 30% moins cher que la main-d'oeuvre locale. Il n'y a pas d'équipements collectifs (logement, éducation etc...) à financer. Mieux encore l'envoi de fonds par les travailleurs à leur famille, concourt à instaurer une déflation de fait fort utile à l'économie capitaliste.

Les travailleurs immigrés sont la plupart du temps méfiants vis à vis des syndicats en France. Ils leur rappellent de mauvais souvenirs car chez eux, les syndicats sont des créations gouvernementales et qui concourent à l'oppression des travailleurs. Les polices fascistes (en existe-il qui ne le soient pas?) de leur pays d'origine les surveillent parfois étroitement en liaison avec le patronat français. Les tracasseries administratives et la pression des employeurs accentuent encore plus leur dépaysement et leur sentiment d'impuissance en face d'une société qui les exploite sous des formes les plus variées.

Est-il surprenant que parfois les travailleurs immigrés travaillent 70 et même 80 heures par semaine dans des conditions inhumaines? Pour eux pas de représentants syndicaux et pas même de candidatures possibles comme délégué du personnel alors que 70%, 80% et même plus de travailleurs sont étrangers. Les seules exceptions arrachées visent les Algériens et les nationalités de la C.E.E., peu nombreux en France (à part quelques Italiens).

(\*) Mot effacé supposé.

Une politique humaine de l'immigration ne devrait pas être inspirée par le patronat et ses valets.

Il faudrait définir les besoins quantitatifs par industrie et qualitatifs par profession et, si besoin, former les non-professionnels.

L'alphabetisation devrait être organisée rationnellement et payée sur le temps de travail, sous contrôle des syndicats ouvriers et d'enseignants avec le concours de l'Education nationale.

Les fonds d'Aide Sociale devraient être contrôlés dans les mêmes conditions.

Conditions de travail et de logement devraient être égalisées. Les immigrés deviennent souvent locataires (payant très cher) de taudis abandonnés par les Français.

En défendant les camarades immigrés, nous défendons nos propres conditions de vie et même de survie des organisations ouvrières si une crise économique se présente. Le patronat conservera (les contrats l'imposant parfois) les travailleurs étrangers plus dociles (par force) que les travailleurs français qui seront susceptibles de remonter très vite leur conception raciste et chauvine. Les organisations fascistes, sont d'ailleurs là pour ça et "la France aux Français" ne fleurit pas que dans les coeurs des bourgeois réactionnaires.

Quel sera le comportement des travailleurs conscients lorsque le patronat licenciera des ouvriers français en continuant à occuper des ouvriers étrangers? Quelle sera notre attitude lorsque le licenciement de camarades étrangers, apatrides (ou presque) constituera - pour eux - la misère, peut-être pour de longs mois ou la prison et la mort?

Les travailleurs n'ont pas de patrie, mais ils ont quand même un estomac, et parfois les idées courtes.

L'utilisation massive et incontrôlée de la main-d'oeuvre étrangère est un puissant moyen de division parmi les travailleurs. Il nous faut travailler ferme à faire passer dans les faits nos conceptions internationalistes.

Mais l'espoir est permis. Chez Citroën, à Forest près de Bruxelles, les usines sont occupées par 1.060 travailleurs, dont 70% sont des étrangers. Vendredi 6 novembre, une grève a éclaté sans l'appui des syndicats. Le 12, 860 ouvriers ont repris le travail, mais la police a dû protéger leur entrée dans l'usine. Cinquante ouvriers étrangers sont licenciés à la suite de cette grève, nous apprend "Ouest-France" du 13 novembre. L'information est brève et incomplète mais elle apporte la preuve que la combativité reste grande dans l'automobile, et que les grévistes de la Général Motors ont peut-être donné le départ d'un mouvement qui va déborder les frontières.

le 15 - 11- 70.

-----

## INFORMATIONS SANS COMMENTAIRES...

- Le Préfet de la Seine-St-Denis refuse la construction d'un foyer de jeunes travailleurs. Motif: la présence de ce foyer à proximité de la faculté de Villetaneuse ne me semblant pas souhaitable.

(*extrait de "Combat Syndicaliste" du 12 novembre 70*)

- Nous en savons suffisamment pour affirmer qu'il y a eu en U.R.S.S., au cours des deux dernières années, des grèves sauvages et parfois même sanglantes.

(*"Le Nouvel Observateur" du 9-16 novembre 70*)

- Chez Massey-Ferguson (Lille): "Maintenant, chaque fois qu'un chrono se pointe derrière un perceur, les ouvriers du perçage débraient".

(*"La Cause du Peuple" n°29, 15 oct.*)

- Hollande: Août-septembre 70: "C'est la plus grande vague de grève depuis la guerre.... Ce qui est remarquable, c'est l'attitude des femmes qui ont soutenu les hommes pendant tout le conflit".

- Belgique: Avant l'été: trois grèves sauvages- Forges de Clabecq: 4.000 ouvriers; Caterpillar (Gosselies-Charleroi): 1.600 ouvriers; Michelin: (Leuw-Bruxelles): 1300 ouvriers... Ces trois grèves ont été complètement autonomes. L'opposition aux syndicats a été immédiate et totale.

(*I.C.O. sept-oct.70.*)

- "Il y a actuellement 13.000 Turcs en France, 350.000 en Allemagne. Le Directeur Général de l'Emploi, en Turquie, Naki Tezel déclare: "L'émigrant turc est fort, sobre, discipliné. Pour lui, le travail est sacré, Jamais il n'est

*traître à celui qui lui permet de gagner son pain. Il part pour envoyer à sa famille le plus d'argent possible, aussi se tient-il toujours à l'écart des chambardements. On peut compter sur lui, il ne sivre pas aux mauvaises tendances".*  
(*"Tout"* 29 octobre 1970.)

- "Londres, les ordures sont toujours là!" (*Nouvelle République* du 9 novembre): Sous ce titre, la N.R. ajoute : "La base fait montre d'intransigeance et tente de récupérer d'une manière ou d'une autre, les revenus perdus par la grève" (grève des éboueurs).

Commentaire unique et indispensable: Félicitation à la N.R. pour son titre en précisant... qu'il n'y a pas qu'à Londres!... (même sans grève des éboueurs).

**E. MORMICHE**

## L'ACTION, C'EST CELA...

Dans le n°101 de l'A.S. (octobre) nous avons pu lire un article du camarade D. GERARD s'intitulant "Quelle action?" et soustitré "Avis.personnel et pas forcément juste".

A notre avis Gérard a eu raison de soustitrer son article. Car si par bien des côtés son analyse est réaliste, il n'empêche néanmoins que ses propositions d'action sont délirantes à

Ne connaissant, pas personnellement D. Gérard, il me semble reconnaître là des argumentations de camarades qui ne sont pas soumis à l'exploitation directe, étant occupés dans un fauteuil ou sur une chaise d'une administration, ce qui lui permet une large sécurité qu'il emploie à cogiter sur les problèmes révolutionnaires dont les motivations essentielles lui sont étrangères.

"L'action violente directe est impossible" dit-il. Et Mai 1968, c'était quoi? de l'action directe ou de la soupe à l'oignon?

Donc il préconise l'action individuelle sans l'appeler ouvertement. Il nous semble qu'un certain Ravachol comme Vaillant; tout comme Caserio n'a pas accélérer le processus révolutionnaire. Tout au contraire...

Le sabotage? Eh bien si celui-ci n'est pas suivi de perspectives constructives immédiates dès la mise à bas du système, se retourne contre les travailleurs. Et pour l'heure actuelle ce n'est pas demain la veille du matin du *Grand Soir*. Envoyer les prolos au casse pipe tient de l'assassinat pur et simple.

Si ce n'était que ce point fût en totale contradiction avec les deux autres points précités, l'organisation de la distribution gratuite lors des grèves des denrées alimentaires, médecines, etc!!! est un problème qu'il est intéressant de soulever et sur lequel il faut se pencher.

Mais le dire et l'étudier n'amène nulle part si parallèlement d'aucuns ne militent qu'à travers des articles, réunions ou lettres échangées...

Dans l'immédiat, les groupes de l'ASRAS doivent passer à la propagation de nos idées, développer partout l'idée de l'organisation autonome du prolétariat des usines et des champs, donner des perspectives claires et réalisables dans leur propagande. C'est aux anarcho-syndicalistes militant dans les localités rurales qu'il appartient de propager l'idée de solidarité prolétarienne. C'est à eux et à eux seuls qu'il appartient de militer avec et dans les vastes masses là où elles se trouvent et de sortir de leur cocon révolutionnaire. Si ces camarades attendent l'initiative de Paris pour la liaison ouvriers-paysans; ils seront morts que rien ne sera encore fait!

L'alliance est là, un lien providentiel pour beaucoup de révoltés et de révolutionnaires isolés dans leur hameau, ou dans leur village ou leur ferme. Cette solidarité, il faut la prévoir et l'organiser dès aujourd'hui même, bien avant que la demande se fasse sentir. Tout comme les militants ouvriers développent l'idée de la grève générale organisée et expropriatrice du capital.

Dire qu'en cas de Révolutions l'Etat emploiera les armes modernes contre les travailleurs brandissant haut le poing serré, dans les usines et les campagnes asservis est chose facile à dire; mais beaucoup plus difficilement réalisable pour lui.

Les troupes touchés par notre propagande intense et organisationnelle mettront la crosse en l'air; ils peuvent organiser des milices de salut public, défendre les acquis de la grève générale en empêchant la réaction de se manifester et au besoin en l'éliminant physiquement. S'ils ont une seule balle dans le canon de leur fusil, qu'ils la réservent pour leurs officiers.

Le 17ème d'infanterie, les mutins de la Mer noire, les Gardes nationaux parisiens, sont des références auxquelles il nous est facile de nous reporter.

La grève générale et expropriatrice, comme la solidarité prolétarienne de distribution de produits de première nécessité, tout comme la défense de la grève et de la révolution par les bidasses doivent être organisées et ce n'est pas en bavardant à tort et à travers que cette organisation révolutionnaire pourra être mise en place.

Partout où un militant de l'Alliance se trouve, il doit propager nos idées en ville auprès des ouvriers, à la campagne auprès des paysans, à la Fac auprès des étudiants.

Il doit agir en toutes responsabilités en sachant pertinemment qu'à travers lui c'est tout le mouvement anarcho-syndicaliste qui est jugé, par ses paroles et par ses actes.

Il est temps de passer le cap des discussions pour aller de l'avant, de se fondre avec les vastes masses et de devenir des militants actifs, conscients et responsables.

Tout comme ses militants, l'Alliance sera elle aussi active, consciente et responsable.

Ceux qui travaillent dans les usines et dans les champs savent ce que cela veut dire.

Organisation dans chaque usine, quartier, localité, syndicat, de groupes cohérents qui axent leur action au sein des masses et non pas à l'écart; dans un théâtre magique réservé aux révolutionnaires.

Cela est en cours. Si, par hasard, cette organisation ne pouvait être mise en place, ni l'Alliance, ni aucune autre organisation révolutionnaire ne pourra prétendre à oeuvrer à l'avènement de la Révolution.

L'Alliance se réfère au magnifique travail exemplaire de nos camarades espagnols qui, avec ténacité, rigueur et endurance, se sont incarnés, puis fondus, dans les vastes masses ouvrières et paysannes;.

Tout anarcho-syndicaliste refusant de travailler et de militer activement au sein des masses, là où elles se trouvent, ferait un acte contraire à notre doctrine sociale; il doit être repoussé du Mouvement.

Malheureusement, ce cas s'est déjà présenté en URSS, où le jour du grand chambardement, beaucoup de nos camarades tergiversèrent en discussions stériles, sur le thème "*Ce mouvement est-il un mouvement révolutionnaire? devons-nous y participer en groupe? ou individuellement?*". Ils furent totalement inefficaces et ont une grande responsabilité dans l'avènement du bolchevisme au POUVOIR.

Cela ne doit pas se reproduire. Ou bien nous prenons dès aujourd'hui des responsabilités. Ou bien nous retournons en léthargie.

Les bavards à la Sorbonne. Les autres en avant. Vive la sociale.

**J.P. CLOVIS.**

-----

## **C'EST ÇA L'ACTION...**

Dans le numéro 101 de l'*Anarcho-Syndicaliste* est paru un article intitulé *Quelle Action?* Comme militant de l'*Alliance Syndicaliste* j'aimerais, soulever quelques points de cet article.

L'argumentation en général, se rapproche beaucoup de celle que nous avons "subie", si je puis dire, de la part de certains camarades qui jugent avec pessimisme, méfiance ou ironie, toute tentative sérieuse d'organisation du mouvement libertaire. L'article évoque inexplicablement, à tort peut-être, la condescendance un peu désabusée.

Certains vieux militants qui ne cessent de vous dire: "*Allez-y les gars faites, quelque chose, agissez*", qui sont prolifiques de bons conseils généralement anachroniques et pas du tout adaptés à la situation; mais qui ne sont pas plus disposés à vous donner leur temps que leur argent, si peu puissent-ils disposer de l'un ou de l'autre.

Inexplicablement, et peut-être à tort encore l'article me fait songer aux opinions émises sur un problème concret, sur une situation concrète, par une personne pas du tout au courant de ce problème là, de cette situation là.

Se réunir au besoin.... faire un texte... c'est très bien. Seulement c'est un peu faible. Des réunions, des réunions, et après? Entièrement d'accord. Les réunions pour le plaisir de réunions, même si elles sont "intéressantes", même si c'est pour se réunir entre bons "copains", nous n'en voulons pas et il n'est pas un camarade de la région parisienne de l'ASRAS qui ne soit pas d'accord là-dessus. Peut-être surtout parce que leurs activités ne leur laisse que peu de temps pour se réunir pour le plaisir.

Lorsque le camarade Gérard déclare qu'il est temps de songer à l'action et qu'il écarte à la fois l'action directe violente et l'action individuelle, je me permettrai de lui rappeler que cela fait un bout de temps que nous y avons réfléchi, que l'action syndicaliste, à l'usine, sur le chantier, au bureau, n'est pas individuelle, et que si elle est directe et violente, le critère essentiel de son efficacité est quelque peu qu'elle soit suivie par la masse, c'est pourquoi je pense que cette opposition entre action directe violente et action individuelle, est quelque peu systématique et relève de l'abstraction plus que de l'analyse et l'observation du réel. D. Gérard semble oublier que nous sommes avant tout des syndicalistes, même si cela n'a rien à voir avec ce syndicalisme traditionnel, nous n'avons pas nécessairement besoin, de casser la gueule à un contremaître ou de flanquer une bombe dans un chantier naval comme peuvent le faire des agitateurs venus de l'extérieur du prolétariat, pour que les ouvriers, se disent "*Tiens, tiens, ils sont là*". D'autre part nous pouvons assurer D. Gérard que si elles se font entre "bons copains", elles n'ont rien d'un pique-nique.

D.Gérard affirme ne pas être un maniaque de l'organisation. Personnellement (je le répète c'est une opinion personnelle) sans être un "maniaque", je suis un partisan résolu de l'organisation, et la région parisienne elle-même est organisationnelle convaincue. Mais il s'agit d'organisation, de discipline libertaires. C'est à dire librement consentie et qui ne signifie nullement pagaïe. La plus élémentaire pratique de la lutte de classes, la plus superficielle expérience de l'exploitation directe suffit pour faire comprendre au travailleur, que l'organisation et la discipline dans la lutte sont vitales pour être efficaces. Il est un vieux camarade, Gaston Leval, à qui certains d'entre nous doivent beaucoup, qui ne cesse d'affirmer: "*on ne s'improvise pas organisateur*". Sans doute le camarade Gérard serait-il d'accord sur ce point.

Peut-être serait-il en effet utile de relire Pouget. C'est un bon conseil. Merci. Mais si l'action de l'ASRAS se confine à diffuser les idées du "Sabotage", j'ai bien peur que son utilité soit faible et son audience nulle, sinon chez quelques névropathes "partisans" et protagonistes de la "nouvelle résistance".

L'Alliance se veut surtout d'accomplir une oeuvre constructive: que ce soit la construction immédiate d'une organisation anarcho-syndicaliste de poids, ou la construction d'une société sans classe ni état.

Et ceux qui oublient que l'anarchisme espagnol a mis 70 ans pour créer une C.N.T. de 2 millions d'adhérents, sont des inconscients. C'est en cela que l'on ne s'improvise pas organisateur et si certain de nos camarades spontanéistes à tout prix, intellectuels pour la plupart, spontanéistes précisément par manque de pratique du travail et parce que ne subissant pas l'exploitation directement, si certains de nos camarades intellectuels voulaient bien consacrer un peu de temps à envisager les problèmes théoriques ayant un rapport direct avec la réalité (économiques surtout) ils rendraient au mouvement un plus grand service qu'en prétendant cogiter au nom des travailleurs sur des bases fausses. En clair, les intellectuels devraient mettre leur savoir au service des travailleurs sans prétendre penser à leur place, même en élaborant des théories spontanéistes.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

C'est peut-être cela qu'a voulu dire D. Gérard, lorsqu'il écrit: "*La spontanéité joue son rôle, mais il est bon de déceler à l'avance les problèmes afin, de les résoudre*". Bien sûr les liens entre ouvriers et paysans sont un point essentiel de la stratégie révolutionnaire. Précisément, tout militant de l'*Alliance* qui le peut, doit avoir des contacts avec les agriculteurs afin de propager parmi eux nos idées.

Bien sûr, il faut populariser l'idée que l'état usera, de tous les moyens pour étouffer le peuple, que chaque dirigeant est un dictateur en puissance etc..., un criminel. Mais cela n'est pas l'essentiel. Il faut surtout développer les idées constructives, sortir des poncifs habituels de la littérature libertaire, plus proches du *Canard enchaîné*, que du travail politique ou syndical.

Et ces idées sont: l'organisation à la base, l'unité d'action, de gestion directe; sans méconnaître l'action revendicative quotidienne. Ces idées, impliquent un travail militant.

Il ne faut pas oublier que nous nous adressons à des travailleurs, pour qui les abstractions importent moins que les perspectives concrètes.

Plus que de conseils, nous avons besoin de militants: si l'anarcho-syndicalisme n'est pas seulement une doctrine sociale. Elle est une pratique.

Et puisque D. Gérard demande quelle action il faut envisager, je ne peux que l'encourager à lire le manifeste de l'*Alliance*:

#### L'ACTION SYNDICALISTE DIRECTE ET REVOLUTIONNAIRE:

L'action syndicaliste est à la fois l'action revendicative proprement dite et l'action sociale.

L'action directe: lutte des travailleurs contre le capitalisme et l'Etat sans intermédiaires.

L'action révolutionnaire: toute action qui bouleverse les structures sociales et mentales actuelles dans le sens de la solidarité des travailleurs et de leur émancipation.

**R. BERTHIER.**

-----  
"*Manifeste de l'Alliance Syndicaliste*" 1,50 F à la librairie des *Editions syndicalistes*, 21 rue Jean-Robert, PARIS 18°, CCP 21 784 88 Paris

"*Le véritable syndicalisme*", à "*Anarcho-syndicaliste*" J. Métivier - Saint-Léger - 79 - Melle, CCP 475-12 Limoges. Tout un stock à la disposition des camarades pour leur propagande.

## CONTRE LA PARTICIPATION (ANGERS) ...

### ***Le Comité FEN-Enseignants du CES ZUP-Sud et la participation au Conseil d'Administration.***

#### **NOTRE DECISION SE NE PAS PARTICIPER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION:**

Le Comité FEN des enseignants, à la majorité des camarades du SNI et du SNES, a décidé de se tenir en dehors du C.A., de ne pas présenter de listes et de s'abstenir (ou voter nul). Les syndiqués refuseront de se joindre à une "liste d'union" locale sans principes généraux en rapport avec nos luttes syndicales, de même qu'à toute réunion préparatoire en vue de former cette liste.

#### **UN CONSEIL D'ADMINISTRATION ILLUSOIRE ET SANS EFFICACITE:**

Aucun pouvoir de décision alors que l'on veut nous donner l'illusion de la cogestion, à l'intérieur du C.A., les décisions essentielles sont prises à l'extérieur (rectorat, ministère, gouvernement). Dans les C.A., là où les délibérations sont exécutoires les possibilités sont souvent maigres (utilisation des fonds de réserve par exemple) et peuvent de toute façon être annulées dans les 20 jours par le recteur. Là où les problèmes sont importants (fonctionnement pédagogique par ex.) les C.A. ne donnent qu'un avis.

Un moyen d'associer les enseignants à une certaine politique: l'autorité en place veut faire partager aux enseignants la responsabilité de sa politique de sélection scolaire et les obliger à "*régir la pénurie*" en les faisant participer à des organismes qu'il a mis en place: les C.A.

#### **NOS REELS MOYENS DE LUTTE, PAR L'ACTION SYNDICALE A TOUS NIVEAUX:**

Sur le plan national avec les 300.000 camarades de la FEN: abaissement du maximum d'élèves de 35 à 30 dans un 1er temps; titularisation des auxiliaires et remplaçants dans le cadre d'un recyclage général.

Sur le plan départemental, et académique: liaison avec les syndiqués des autres établissements pour collecter les informations et envisager des actions communes (ex: pour la création rapide de nouveaux établissements nécessaires à la scolarisation de tous les enfants).

Sur le plan de rapports plus réels avec les parents: présence aux assemblées générales (ex: notre participation à celle du 17 octobre 70).

Sur le plan de l'animation pédagogique de l'établissement: des débats ouverts à tous en liaison avec l'extérieur (l'an dernier par exemple, une discussion ouverte sur la notation); des recherches avec le responsable départemental de l'Ecole Moderne-Techniques Freinet).

**Le Comité F.E.N. du CES ZUP-Sud Octobre 70.**

## OBJECTEURS:

Après Brochier, voici le cas Jean-Yves BOUSSEREAU. Ce dernier, gréviste de la faim depuis le 4 novembre est hospitalisé à Nancy. Son agrément pour bénéficier du statut d'objecteur lui a été refusé, pour 15 jours de retard dans la présentation de la demande.

En fait, il semble bien que depuis quelque temps le ministère des armées soit de plus en plus exigeant sur le règlement... La présence à la tête du-dit du dur de dur Debré n'y est sans doute pas pour rien. Il les a à l'oeil, ceux qui ne respectent pas le bon alignement!

## CEUX QUI COMPRENENT:

La C.F.D.T. décide de ne plus siéger à la CODER de Lorraine.

C'est pour protester contre "l'impuissance de la CODER à modifier les options nationale" que les responsables de la C.F.D.T. ont décidé de ne plus en suivre les travaux. *"La pression des travailleurs, disent-ils, est plus efficace que les discours dans les salons de la préfecture"*.

Voilà qui n'est pas mal dit: mais il faudrait aller plus loin, logiquement. Pour de vrais syndicalistes, c'est le boycott de tous les organismes de collaboration de classe qui s'impose.

## SOLIDARITÉ:

Nous lançons un appel à la solidarité financière pour trois camarades espagnols internés à Fresnes. Envoyer les fonds à l'A.S. ( CCP ci-dessous) qui transmettra. Mentionner au dos du chèque: solidarité.

Notre point de vue sur la solidarité financière: chaque groupe local devrait avoir une caisse suffisamment solide pour en supporter le poids. Camarades, organisez-vous dans ce sens.

-----  
ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

-----  
Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.  
-----